

Publications périodiques

Comptes annuels

Société en commandite par actions au capital de 152.449,02 Euros
Siège social : 13, Place Floquet – 64220 Saint Jean Pied de Port
317 706 323 RCS Bayonne

Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2018.

I. — Bilan consolidé
(En milliers d'Euros.)

Actif	31/12/2018	31/12/2017
Opérations interbancaires et assimilées	31 007	34 387
Opérations avec la clientèle	250 519	242 832
Opérations de crédit-bail et assimilées		
Obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable	224 331	217 851
Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à LT	2 768	173
Immobilisations corporelles et incorporelles	7 972	7 597
Écarts d'acquisition		
Compte de régularisation et actifs divers	9 220	8 036
Total de l'actif	525 817	510 876

Passif	31/12/2018	31/12/2017
Opérations interbancaires et assimilées	1 981	6 771
Opérations avec la clientèle	452 436	435 441
Dettes représentées par un titre		
Comptes de régularisation et passif divers	3 930	3 817
Écarts d'acquisition		
Provisions pour risques et charges	979	987
Dettes subordonnées		
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	1 000	1 000
Intérêts minoritaires	927	966
Capitaux propres part du groupe (Hors FRBG) :	64 565	61 893
Capital souscrit	152	152
Primes d'émission		
Réserves consolidées et autres	61 367	56 560
Résultat de l'exercice (+ / -)	3 045	5 181
Total de l'actif	525 817	510 876

Hors bilan	31/12/2018	31/12/2017
1°. Engagements donnés de l'activité bancaire	116 433	112 186
Engagements de financement	71 145	68 724
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	71 145	68 724
Engagements de garantie	45 288	43 462
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements d'ordre de la clientèle	44 984	43 462
Engagements douteux	304	
Engagements sur titres		
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements donnés		
2°. Engagements reçus de l'activité bancaire	6 620	7 186
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissements de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	5 814	6 146
Engagements reçus d'établissements de crédit	5 814	6 146
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements sur titres		
Autres engagements	806	1 040
Autres valeurs reçues en garantie	806	1 040

II. — Compte de résultat.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017
+ Intérêts et produits assimilés	10 318	10 209
- Intérêts et charges assimilées	-592	-603
+ Produits sur opérations de location simple	15	9
– Charges sur opérations de location simple		
+ Revenus des titres à revenu variable	2	1
+ Commissions nettes	6 126	6 072
+ / - Gains ou pertes s/opérations des portefeuilles de négociation	4	-43
+ / - Gains ou pertes s/opérations des portefeuilles de placement et assimilés	2 126	7 844
+ Autres produits d'exploitation bancaire	103	115
- Autres charges d'exploitation bancaire	-48	-78
+ / - Produits nets des autres activités		
Produit net bancaire	18 054	23 525
Charges générales d'exploitation	-12 595	-12 179
Dotations aux amortissements et aux provisions s/immob. incorporelles et corporelles	-1 067	-946
Résultat brut d'exploitation	4 392	10 400
+ / - Coût du risque	-186	722
Résultat d'exploitation	4 205	11 122
+ / - QP dans le résultat net des entreprises mises en équivalence		
+ / - Gains ou pertes s/actifs immobilisés	252	3
Résultat avant impôt	4 457	11 124
+ / - Résultat exceptionnel		-2 539
- Impôt sur les bénéfices	-1 362	-3 321
- Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		
- Dotations de FRBG et provisions réglementées		
+ Reprises de FRBG et provisions réglementées		
+ / - Intérêts minoritaires	-50	-83
Résultat net part du groupe	3 045	5 181
Nombre d'actions	2 000	2 000
Résultat par action (*)	1,52	2,59
Résultat dilué par action (*)	1,52	2,59
* Rubriques servies par les sociétés par actions		

III. — Annexe aux comptes consolidés.

L'annexe complète et commente l'information donnée par le bilan, le hors bilan et le compte de résultat.

I. – Faits caractéristiques de l'exercice.

Une conjoncture baissière des valorisations boursières au 31/12/2018 a généré des moins-values comptables significatives (1 248 K€) sur l'exercice 2018 dans les comptes de la filiale BAMI.

— Au cours de l'exercice écoulé, notre société a procédé à une prise de participation dans les sociétés suivantes :

– Société U'WINE : société par actions simplifiée au capital de 362 537 € au jour de la souscription, dont le siège social est à BORDEAUX-33 000 ; société de négoce et gestionnaire de caves de vins de particuliers. Dans le cadre d'une augmentation de capital de la société U'WINE d'un montant total de 46.057 €, notre société a souscrit 10 235 actions pour un prix unitaire de 1 € de nominal augmenté d'une prime d'émission par action de 18.54 € ; représentant ainsi un investissement total pour notre société de 199 991,90 € ; ce qui représente 2,82% du capital au jour de la souscription de la société U'WINE.

– Société MONDOBRAIN INC : dont le siège social est à Alexandria- Etats Unis (Virginie), société d'informatique, start-up d'intelligence artificielle créée en 2014. Notre société a souscrit en 2018 à 389,350 actions de cette société (sur un total de 17.199,599 actions composant le capital social de Mondobrain), pour un prix de souscription total de 1.627.293,59 € ; ce qui représente 2,26% de son capital.

– La filiale BANQUE MICHEL INCHAUSPE – BAMI avait entrepris en 2015 de remplacer son système d'information de « core banking » via le déploiement d'un progiciel unique.

Les sommes inscrites à l'actif à ce titre, s'élèvent à 3,4 M€.

L'abandon de ce projet a conduit la BAMI, dans le cadre d'une procédure, à demander le remboursement de la totalité des sommes qu'elle a engagées auprès de l'éditeur.

II. – Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice.

Néant.

III. – Changements de méthodes comptables et comparabilité des comptes.

Aucun changement de méthode comptable n'a été opéré dans les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Conformément à la réglementation, les principales méthodes comptables et les informations significatives permettant d'avoir une juste appréciation du patrimoine et de la situation financière du groupe sont présentées dans l'annexe aux comptes consolidés.

IV. – Périmètre et méthodes de consolidation.

A. Principe de consolidation et présentation des comptes. — Les comptes consolidés regroupent les comptes de la SCA BAKIA et de ses filiales et participations ont été établis et présentés conformément au règlement du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) n° 99-07 du 1er janvier 2018 relatif aux règles de consolidation des entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière (CRBF), qui intègre les modifications apportées par les règlements : - CRC n° 2000-04 du 4 juillet 2000, - CRC n° 2005-05 du 3 novembre 2005, - CRC n° 2000-08 du 7 décembre 2000, - CRC n° 2002-05 du 12 décembre 2002, - CRC n° 2004-04 du 4 mai 2004, - CRC n° 2005-02 du 3 novembre 2005, - CRC n° 2008-04 du 3 avril 2008, - CRC n° 2008-13 du 4 décembre 2008, - CRC n° 2009-09 du 3 décembre 2009, - ANC n° 2010-05 du 7 octobre 2010, - ANC n° 2015-08 du 23 novembre 2015, - ANC n° 2016-10 du 12 décembre 2016.

B. Périmètre de consolidation :

Société	Capital (€)	% De contrôle	% D'intérêt	Méthode de consolidation
BAKIA SCA	152.449	100 %	100 %	Société consolidante
BAMI SA	30.000.000	98,47%	98,47 %	Intégration globale
BAMI COMMUNICATION	38.112	100 %	100 %	Intégration globale
SCI MARCADAL	10.000	100 %	99,97 %	Intégration globale
SCI IPARTOKI	10.000	100 %	99,98 %	Intégration globale
SCI URGAIN	10 000	100 %	98,48 %	Intégration globale

Aucun mouvement sur le périmètre de consolidation du groupe n'est intervenu au cours de l'exercice 2018.

— Les sociétés :

– SCI UDABERRI,

– SAS U'WINE,

– MONDOBRAIN INC,

ne rentrent pas dans le périmètre de consolidation en raison de l'absence de contrôle ou d'influence exercés directement ou indirectement par les sociétés membres du groupe sur celle-ci.

Les titres de BlackFin n'entrent pas non plus dans le périmètre de consolidation, s'agissant d'un fonds acquis dans une optique de placement et non d'exercice d'une quelconque influence sur la gestion.

Il n'existe pas non plus d'options détenues par le groupe permettant une prise de contrôle de ces sociétés.

C. Méthode de consolidation :

Les sociétés intégrées dans le périmètre de consolidation sont contrôlées de manière exclusive, y compris les entreprises à structure de compte différente dont l'activité se situe dans le prolongement de celle de l'entreprise consolidante.

— Les comptes de ces sociétés sont consolidés par la méthode de l'intégration globale. Cette méthode consiste à :

– intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments du bilan et du résultat de l'entreprise consolidée après retraitements éventuels ;

– éliminer les opérations et comptes les concernant réciproquement ;

– répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres sociétés ou actionnaires, dits « intérêts minoritaires ».

D. Retraitements et éliminations :

1. Elimination des opérations intra-groupe : Afin de présenter sur une même base économique les comptes des sociétés consolidées, ceux-ci font l'objet de divers retraitements conformément aux principes comptables. Les comptes réciproques entre sociétés intégrées, ainsi que les pertes et profits, résultant d'opérations à l'intérieur du groupe, sont éliminés.

2. Ecart d'acquisition : Suite à la modification du code de commerce de 2015 résultant de la transposition en droit français de la directive comptable européenne de 2013, seuls les écarts d'acquisition dont la durée d'utilisation est limitée restent amortissables sur cette durée.

Les écarts d'acquisition ne sont plus systématiquement amortissables, en contrepartie s'impose un test de dépréciation au moins une fois par exercice pour les écarts non amortis.

L'historique des écarts d'acquisition positifs et négatifs sont inscrits respectivement à l'actif et au passif sous la rubrique « écart d'acquisition ». Ils ont été amortis linéairement sur une période n'excédant pas 20 ans. Les écarts d'acquisition sont constatés à la date d'acquisition des titres de sociétés consolidées, et sont constitués par le solde non affecté à un poste de bilan de la différence entre le prix de revient des titres et la quote-part de situation nette correspondante.

3. Impositions différées : Conformément aux dispositions du décret du 23 mars 1967 complétés par le règlement R-02, des impôts différés ont été calculés selon la méthode du report variable. Les impositions différées constitutives de créances ont été classées au bilan dans le poste « Comptes de régularisation et actifs divers ». Celles représentatives d'une dette ont été affectées au bilan dans le poste « Comptes de régularisation et passifs divers ».

— Les impôts différés résultent des retraitements suivants :

– Décalage temporaire entre la constatation comptable d'un produit ou d'une charge et son inclusion dans le résultat fiscal d'un exercice ultérieur,

– Retraitements de consolidation,

– Distributions prévues entre les entreprises consolidées.

4. Provisions de nature fiscale : Les provisions réglementées sont retraitées afin de neutraliser l'incidence en compte de résultat d'écritures comptabilisées en vertu de la seule application d'une disposition d'ordre fiscal (provision pour crédits à moyen et à long terme consentis par les établissements de crédit, amortissements dérogatoires).

V. – Principes comptables et méthodes d'évaluation.

Les opérations sont enregistrées dans le respect des règles et principes comptables applicables aux établissements bancaires.

1. Portefeuille titres. — Les opérations sur titres de transaction, de placement et d'investissement sont comptabilisées conformément aux articles 2311-1 à 2391-1 du règlement ANC 2014-07 en substitution du règlement CRBF n°90-01 modifié par le règlement CRC n° 95-04 du 21 juillet 1995 et les règlements n°2000-02 du 4 juillet 2000, n°2002-01 du 12 décembre 2002, n°2005-01 du 3 novembre 2005, relatif à la comptabilisation des opérations sur titres modifié par les règlements CRC 2008-07 du 3 avril 2008 et 2008-17 du 10 décembre 2008.

— Conformément à ces règlements, ont été classés sous la rubrique "Opérations sur titres" tous les titres achetés dans le cadre de ses interventions habituelles :

- selon leur nature : titres à taux d'intérêt fixe, à taux d'intérêt variable, obligations assimilables du trésor, titres à revenu fixe et titres à revenu variable.
- selon le portefeuille de destination en fonction de l'intention de gestion : titres de transaction, titres de placement, titres d'investissement, titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme.

— Les règles d'évaluation et de classement sont ainsi présentées de la manière suivante :

a. Titres de transaction : Ce sont les titres qui, à l'origine, sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, hors frais d'acquisition. Ils sont négociables sur un marché liquide avec des prix de marché accessibles aux tiers. A la clôture, ces titres sont évalués au prix du marché du jour le plus récent ; les variations qui en résultent sont portées dans le compte de résultat.

Au 31 décembre 2018, le groupe ne détient aucun titre de cette nature.

b. Titres de placement : Ce sont les titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissements, ni parmi les autres titres détenus à long terme, les titres de participation et les parts dans les entreprises liées.

— *Actions et autres titres à revenu variable* : Ces titres sont inscrits à leur coût d'achat hors frais d'acquisition ou à leur valeur d'apport. A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation. Celle-ci est appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les revenus attachés aux actions classées en titres de placement (dividendes) sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Au cours de l'exercice 2018, les moins-values sur nos titres, ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres, ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation de 996 k€.

— *Obligations et autres titres à revenu fixe* : Ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition hors coupon couru et hors frais d'acquisition. A la date de clôture de l'exercice, les intérêts courus à percevoir attachés aux obligations et autres titres à revenu fixe de placement sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie du poste « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat. Les différences éventuelles entre les prix d'acquisition et les valeurs de remboursement (primes si elles sont positives, décotes si elles sont négatives) sont étalées sur la durée de vie des titres concernés. L'étalement est effectué par application de la méthode actuarielle.

A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable (corrigée des amortissements et reprises des décotes ou primes) et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation. Celle-ci est appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Un ensemble homogène est composé de titres à revenu fixe qui présentent de façon stable une sensibilité aux variations de taux d'intérêt à peu près équivalente, en valeur absolue, à celle des autres titres du même ensemble.

Au cours de l'exercice 2018, les moins-values sur nos obligations, ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres, ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation de 252 k€.

c. Titres d'investissement : Ce sont des titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les détenir de façon durable, en principe jusqu'à l'échéance et pour lesquels le groupe BAKIA en a la capacité, en disposant notamment de la capacité de financement nécessaire et en n'étant soumis à aucune contrainte existante juridique ou autre qui pourrait remettre en cause leur intention de détenir les titres d'investissement jusqu'à leur échéance. Ils sont comptabilisés à leur date d'acquisition selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement. Il en est de même pour ce qui concerne l'écart éventuel entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que pour les intérêts courus attachés à ces derniers.

Au 31 décembre 2018, aucune dépréciation n'a été provisionnée.

d. Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme : Il s'agit d'une part des Titres de participation et parts dans les entreprises liées dont la possession durable est estimée utile à l'activité du groupe BAKIA parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice ou d'en assurer le contrôle.

Il s'agit d'autre part des Autres titres détenus à long terme, acquis dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence sur elle en raison du faible pourcentage de droits de vote détenus.

Les titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme sont comptabilisés à leur coût d'achat, hors frais d'acquisition. Les revenus attachés à ces titres (dividendes) sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

A la clôture de l'exercice, ils font individuellement l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure au coût historique. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de l'utilité de ces entreprises pour l'établissement (caractère stratégique, volonté de soutien ou de conservation) et de critères objectifs (actif net comptable, actif net réévalué, éléments prévisionnels).

Au 31 décembre 2018, aucune dépréciation n'a été constatée.

2. Immobilisations et amortissements. — Les immobilisations figurent à l'actif du bilan pour leur coût historique, diminué des amortissements cumulés. Les immobilisations corporelles et incorporelles incluent des actifs corporels et incorporels acquis séparément. Lorsque les composants d'un actif corporel ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés séparément et amortis sur leur durée d'utilité propre.

Le groupe amortit ses immobilisations en appliquant des taux d'amortissement calculés suivant le seul mode linéaire appliqué à la durée d'utilité estimée.

Actifs concernés	Méthode d'amortissement	Durée
Bâtiments : gros œuvre	Linéaire	de 30 à 40 ans
Bâtiments : second œuvre	Linéaire	de 20 à 50 ans
Bâtiments : équipements techniques	Linéaire	de 15 à 20 ans
Bâtiments : finitions	Linéaire	de 8 à 10 ans
Mobiliers	Linéaire	de 5 à 10 ans
Matériels de bureau et informatique	Linéaire	de 3 à 5 ans
Matériels de transport	Linéaire	5 ans
Logiciels	Linéaire	de 1 à 5 ans
Terrains	N/A	N/A
Droits au bail, fonds de commerce	N/A	N/A

Le groupe détermine à la clôture de chaque exercice, s'il existe des indices de pertes notables de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles. S'il existe un quelconque indice, un test de perte de valeur est effectué afin d'évaluer si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur actuelle, définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur de vente diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité (l'évaluation de la valeur d'utilité d'un actif s'effectuant généralement par actualisation des flux de trésorerie futurs générés par cet actif).

Lorsque la valeur actuelle d'un actif est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est enregistrée au compte de résultat. Lorsque la valeur actuelle redevient supérieure à sa valeur comptable, la dépréciation antérieurement constatée est reprise au compte de résultat.

Aucune provision pour dépréciation d'actifs n'a été constituée à la clôture de l'exercice.

3. Créances sur la clientèle. — Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit. Ces créances sont enregistrées au bilan à leur valeur nominale nette des provisions constituées sur risque de crédit.

Le suivi des créances détenues sur la clientèle s'appuie sur un système de notation interne des contreparties. La notation interne s'effectue principalement par équivalence à la cotation Banque de France, qui est un outil d'évaluation externe à la banque, et lorsque la concordance n'est pas applicable par la prise en compte d'une série de critères discriminants et déterminants permettant de couvrir les différents cas de figure représentant notre clientèle.

— Notre grille de notation interne reflète la qualité de la contrepartie de la façon suivante :

- A : Très bonne
- B : Forte
- C : Assez forte
- D : Acceptable
- D1 : Faible
- E : Très faible
- F : Critique
- G1 : douteux avec espoir de recouvrement
- G2 : douteux avec recouvrement incertain

Cette notation fait l'objet de deux mises à jour annuelles systématiques (pour les notations déterminées par équivalence), et d'un contrôle et d'une validation annuels par le Département Engagements (pour les notations déterminées par les critères internes).

Conformément aux articles 2211-1 à 2251-13 du règlement ANC 2014-07, les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un engagement au moins présente un risque de crédit avéré. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution. Le déclassement en encours douteux s'opère en particulier systématiquement lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les crédits immobiliers et neuf mois pour les créances sur les collectivités locales).

Par application du principe de contagion, la classification en douteux d'une créance entraîne celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur.

Par ailleurs, le groupe applique les dispositions du règlement 2014-07. Au sein de l'encours douteux, les créances douteuses compromises sont celles dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé. Sont en particulier identifiées comme telles les créances déchues de leur terme et les créances qui sont douteuses depuis plus d'un an, sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé (par exemple, celles pour lesquelles les clauses contractuelles sont respectées ou celles assorties de garanties permettant leur recouvrement).

Lorsque ses droits en tant que créancier sont éteints, l'établissement de crédit sort les encours concernés de ses actifs par la contrepartie d'un compte de perte. Les dépréciations antérieurement constituées font alors l'objet d'une reprise.

Les créances douteuses sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine et lorsque la contrepartie ne présente plus de défaillance.

Les créances qui sont restructurées (hors restructurations commerciales) sont identifiées dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. Celles restructurées, à des conditions hors marché, font l'objet d'une décote représentative de la valeur actuelle de l'écart d'intérêt futur.

Les dépréciations sur créances douteuses couvrent les pertes prévisionnelles, calculées en valeur actualisée par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels. Le risque est apprécié créance par créance en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques, les garanties appelées ou susceptibles de l'être sous déduction des coûts liés à leur réalisation, l'état des procédures en cours.

Par ailleurs, le montant des dépréciations ne peut être inférieur aux intérêts enregistrés sur les en-cours douteux et non encaissés.

Les provisions concernant les engagements par signature et les litiges avec la clientèle sont inscrits au passif du bilan en « provisions pour risques et charges ».

Au compte de résultat, les dotations et reprises de dépréciations et provisions, les pertes sur créances irrécouvrables, les récupérations sur créances amorties, l'effet de l'actualisation des flux futurs sur les pertes prévisionnelles et les décotes calculées sur les créances restructurées ayant un caractère douteux sont regroupés dans la rubrique « Coût du risque ». Il en est de même pour les reprises de dépréciation des créances douteuses et douteuses compromises ainsi que pour l'amortissement de la décote (sur les créances restructurées ayant un caractère douteux) liées au passage du temps.

En revanche, la décote constatée lors de la restructuration d'une créance inscrite en encours sain ainsi que son amortissement du fait du passage du temps sont réintégréées sur la durée de vie dans la marge d'intérêt.

4. Provisions pour risques et charges :

— Ce poste recouvre les provisions :

- pour risques de contrepartie,
- pour risques de change,
- pour litiges,
- pour engagements sociaux.

Ces provisions, nettement précisées quant à leur objet mais dont la réalisation et le montant sont incertains, résultent d'événements survenus ou en cours à la date de clôture de l'exercice.

5. Impôt sur les bénéfices, fiscalité latente :

— La charge d'impôt comprend :

- l'impôt courant de l'exercice au taux de 33,1/3 % auquel s'ajoute la contribution sociale de 3,3 % ;
- les impôts différés actifs et passifs calculés selon la méthode du report variable.

Les impositions différées actives et passives ont été identifiées au bilan et au compte de résultat consolidé. La méthode retenue consiste à comptabiliser le décalage temporaire d'imposition directement en créance ou en dette. Les impositions différées actives ne sont toutefois comptabilisées que s'il existe une probabilité raisonnable de récupération de cet impôt dans les délais légaux impartis.

Les impôts différés ne font pas l'objet d'actualisation compte tenu des incertitudes relatives aux dates de retournement.

Le taux d'impôt société retenu pour le calcul de l'impôt différé relatif aux variations de plus-values latentes est tel qu'inscrit dans la loi de finances 2018 à l'article 84, a été chiffré pour le seul impôt différé relatif aux variations de plus-values latentes.

Le taux de l'impôt société modifié à compter de 2019 est de 28% pour les bases inférieures à 500 000€ et 31% au-delà.

6. Engagements sur les contrats d'épargne logement. — Les comptes et les plans d'épargne-logement proposés à la clientèle de particuliers (personnes physiques) dans le cadre de la loi n° 65-554 du 10 juillet 1965 associent une phase de collecte de ressources sous forme d'épargne rémunérée et une phase d'emploi de ces ressources sous forme de prêts immobiliers, cette dernière phase étant réglementairement conditionnée, et dès lors indissociable, de la phase de collecte. Les dépôts ainsi collectés et les prêts accordés sont enregistrés au coût amorti.

Ces instruments génèrent pour le groupe BAKIA des engagements de deux natures : une obligation de prêter au client dans le futur à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat et une obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée.

Les engagements aux conséquences défavorables pour le groupe BAKIA font l'objet de provisions présentées au passif du bilan et dont les variations sont enregistrées en Produit net bancaire au sein de la marge d'intérêt. Ces provisions ne sont relatives qu'aux seuls engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement existants à la date de calcul de la provision.

Les provisions sont calculées sur chaque génération de plans d'épargne-logement d'une part, sans compensation entre les engagements relatifs à des générations différentes de plans d'épargne-logement, et sur l'ensemble des comptes d'épargne-logement qui constitue une seule et même génération d'autre part.

Aucune provision n'a été constituée à la clôture de l'exercice.

Sur la phase d'épargne, les engagements provisionnables sont évalués à partir des estimations de progression des dépôts sur comptes PEL & CEL, au détriment des dépôts sur autres supports d'épargne. Nos estimations sont fondées sur les observations historiques des comportements effectifs des clients d'une part, sur les prévisions d'évolution des taux d'intérêt dans les années à venir d'autre part.

Sur la phase crédit, les engagements provisionnables sont évalués à partir des estimations de progression des crédits PEL & CEL. Nos estimations sont fondées sur les observations historiques des comportements effectifs des clients d'une part, sur les prévisions d'évolution des taux d'intérêt dans les années à venir d'autre part, et enfin sur le niveau des droits à prêts acquis par les clients au 31 décembre 2018.

Une provision est constituée dès lors que les résultats futurs prévisionnels actualisés sont significativement négatifs pour une génération donnée. Ces résultats sont mesurés par référence aux taux offerts à la clientèle particulière pour des instruments d'épargne et de financement équivalents, en cohérence avec la durée de vie estimée des encours et leur date de mise en place.

7. Engagements sociaux :

a. Engagements de retraite : Il existe divers régimes de retraites obligatoires auxquels adhèrent les employeurs et les salariés des sociétés du groupe. Ces engagements sont couverts par des cotisations prises en charge au fur et à mesure de leur versement à des organismes de retraite indépendants qui gèrent ensuite le paiement des pensions. Les sociétés du groupe n'ont en général aucun autre passif que les cotisations dues, à l'exception du financement des dépenses définies à l'article 3 de l'accord professionnel du 13 septembre 1993, sur les retraites complémentaires du personnel des banques.

b. Indemnités de fin de carrière : Les indemnités de fin de carrière sont considérées comme des avantages à prestations définies, ressortant de la catégorie des avantages postérieurs à l'emploi. Ces indemnités ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entreprise au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités.

8. Médailles du travail. — Les médailles du travail sont considérées comme des avantages à prestations définies, ressortant de la catégorie des avantages à long terme. Elles sont assorties de gratifications qui ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entreprise au moment de l'obtention de la médaille du travail. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces gratifications.

Conformément à la recommandation n° 2013-02 publiée le 7 novembre 2013 par l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires, pour les comptes annuels et les comptes consolidés établis selon les normes comptables françaises. Cette recommandation se substitue à la recommandation n° 2003-R-01 du 1er avril 2003 du Conseil National de la Comptabilité :

a) les indemnités de fin de carrière ainsi que les gratifications relatives aux médailles du travail ont été appréhendées dans le bilan (en provision pour risques et charges) et dans le compte de résultat (en charge générale d'exploitation) ;

b) ces droits potentiellement acquis par les salariés ont fait l'objet d'une évaluation au 31 décembre 2018 selon une méthode actuarielle tenant compte de l'âge, de l'ancienneté, de la progression de salaire, et de la probabilité de présence dans la société au moment du départ à la retraite ou de l'obtention de la médaille du travail.

9. Fonds pour risques bancaires généraux. — Conformément à l'article 1121-3 du règlement ANC 2014-07, les fonds pour risques bancaires généraux sont définis comme les montants que l'établissement assujéti décide d'affecter à la couverture de tels risques, lorsque des raisons de prudence l'imposent eu égard aux risques particuliers inhérents aux opérations bancaires.

10. Opérations en devises. — Conformément aux articles 2711-1 à 2731-1 du règlement ANC en remplacement du règlement CRBF n° 89-01 abrogé, les éléments d'actif et passif libellés en devises sont évalués au cours de clôture au comptant de la devise concernée. Les pertes ou gains résultant de ces conversions, ainsi que les différences de change réalisées sur les opérations de l'exercice, sont portés dans le compte de résultat.

11. Autres actifs et comptes de régularisation. — Les autres actifs regroupent les comptes ouverts aux divers agents économiques retraçant le règlement d'opérations sur titres et créances diverses envers les tiers et les impôts différés actifs.

Les comptes de régularisation incluent principalement les charges payées d'avance et les produits à recevoir ne se rapportant pas à des créances rattachées.

12. Autres passifs et comptes de régularisation. — Les autres passifs regroupent les comptes ouverts aux divers agents économiques retraçant le règlement d'opérations sur dettes diverses envers les tiers et les impôts différés passifs.

Les comptes de régularisation incluent principalement les produits constatés d'avance et les charges à payer ne se rapportant pas à des dettes rattachées.

13. Honoraires des Commissaires aux Comptes :

	Cabinet RSM	Cabinet Saint Honoré
Audit des comptes de BAKIA	6 400 € HT soit 7 680 € TTC	6 400 € HT soit 7 680 € TTC
Audit des comptes des filiales	39 500 € HT soit 47 400 € TTC	30 500 € HT soit 36 600 € TTC
Services autres que la certification des comptes (SACC)	Néant	Néant
Total	45 900 € HT soit 55 080 € TTC	36 900 € HT soit 44 280 € TTC

Conformément au paragraphe 44 de l'annexe du règlement n° 99-07 du Comité de la Réglementation Comptable, nous vous informons que le rapport de gestion est tenu à la disposition du public, au siège social, 13, place Floquet à St Jean Pied de Port (64220).

Note 1. – Opérations interbancaires et assimilées.

(En milliers d'Euros) au 31 décembre	2018			2017
	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant net
Caisse, banques centrales, CCP	7 548	38	7 510	6 589
Créances sur les établissements de crédit				
Comptes ordinaires	12 192		12 192	19 435
Comptes et prêts à terme	11 305		11 305	8 363
Total des créances sur les établissements de crédit	23 497		23 497	27 798
Total des opérations interbancaires et assimilées	31 045	38	31 007	34 387
<i>Dont créances rattachées</i>	<i>76</i>		<i>76</i>	<i>59</i>

Note 2. – Opérations avec la clientèle.

(En milliers d'Euros) au 31 décembre	2018			2017
	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant net
Créances sur la clientèle				
Créances commerciales	20 314		20 314	21 074
Comptes ordinaires débiteurs	10 918		10 918	23 260
Autres concours à la clientèle				
Crédits à l'exportation	916		916	649
Crédits de trésorerie	20 347		20 347	16 259
Crédits à l'équipement	147 242		147 242	129 883
Crédits à l'habitat	41 775		41 775	40 998
Autres crédits à la clientèle				
Total des autres concours à la clientèle	210 280		210 280	187 789
Valeurs non imputées	4 113		4 113	5 523
Créances douteuses	6 590	2 039	4 550	4 685
Créances rattachées sur la clientèle	343		343	501
Total des créances sur la clientèle	252 558	2 039	250 519	242 832
Total des opérations sur la clientèle	252 558	2 039	250 519	242 832
<i>Dont créances rattachées</i>	<i>343</i>		<i>343</i>	<i>501</i>

Note 3. – Risques sur crédits à la clientèle.

(En milliers d'Euros) au 31 décembre	2018	2017
Engagements globaux bruts :		
Engagements sains	245 969	238 147
Engagements douteux	2 544	2 342
Engagements douteux compromis	4 046	4 209
Total des engagements globaux bruts	252 558	244 699
Dépréciations	2 039	1 867
Engagements nets	250 519	242 832
Taux de couverture des engagements douteux et douteux compromis	30,95%	28,49%
Poids des engagements bruts douteux et douteux compromis sur l'encours brut global	2,61%	2,68%

Note 4. – Ventilation des encours par catégories de contreparties.

(En milliers d'Euros) au 31 décembre 2018	Sociétés	Entreprises Individuelles	Particuliers	Adm. Privées / Publiques	Non- résidents	Totaux	% Catégories / encours
Catégories de risques :							
Escompte commercial, Dailly	20 314					20 314	8,4%
Crédits à l'exportation	916					916	0,4%
Crédits de trésorerie	7 660	77	12 559	0	51	20 347	8,4%
Crédits à l'équipement	144 750	1 925		41	525	147 242	61,0%
Crédits à l'habitat	13 420	814	26 782		759	41 775	17,3%
Autres crédits à la clientèle							0,0%
Comptes ordinaires débiteurs	9 930	175	800	4	9	10 918	4,5%
Total	196 991	2 992	40 140	44	1 345	241 512	100,0%

Note 5. – Ventilation des encours douteux par catégories de contreparties.

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre 2018	Encours brut		Dépréciations	Encours net	% Dépréciations / catégories
	Résidents	Non-résidents			
Catégories de contreparties :					
Sociétés	1 389		91	1 298	6,6%
Entrepreneurs individuels	152		35	117	23,2%
Particuliers	1 002		24	978	2,4%
Administrations privées					
Total	2 544		151	2 393	5,9%

Note 6. – Ventilation des encours douteux compromis par catégories de contreparties.

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre 2018	Encours brut		Dépréciations	Encours net	% Dépréciations / catégories
	Résidents	Non-résidents			
Catégories de contreparties :					
Sociétés	3 878		1 721	2 157	44,4%
Entrepreneurs individuels	66		66		100,0%
Particuliers	102		102		100,0%
Administrations privées					
Total	4 046		1 889	2 157	46,7%

Note 7. – Dépréciations & provisions pour créances douteuses.

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	2018	2017
Solde au 1er janvier	1 904	2 648
Impact de la mise en application en 2006 du règlement CRC 2002-03 sur l'exercice antérieur	0	0
Dotation aux dépréciations de l'exercice (1)	1 650	204
Reprise de dépréciations (2)	-230	-948
Solde au 31 décembre	3 325	1 904

(1) : dont dotation 2018 aux dépréciations pour actualisation des flux prévisionnels recouvrables = 3 milliers d'Euros ;
dont dotation 2018 aux provisions inscrites au passif = 0 milliers d'Euros (dotation de 0 milliers d'Euros en 2017).
(2) : dont reprise 2018 sur dépréciations pour actualisation des flux prévisionnels recouvrables = 46 milliers d'Euros ;
Au sein de cette reprise globale de 46 milliers d'Euros, 40 milliers d'Euros sont liés à l'écoulement du temps
(Rapprochement de l'échéance prévisionnelle de recouvrement de la créance)
dont reprise 2018 sur provisions inscrites au passif = 0 milliers d'Euros (369 milliers d'Euros en 2017)

Les dépréciations ont été constituées au titre des opérations suivantes :	2018	2017
Dépréciations déduites de l'actif :		
Relatives aux opérations avec les établissements de crédit	38	38
Relatives aux opérations avec la clientèle	2 039	1 867
Relatives aux titres	1 248	0
Total des dépréciations déduites de l'actif	3 325	1 904
Provisions inscrites au passif :		
Relatives aux engagements par signature	0	0
Relatives aux risques de change	0	0
Relatives aux créances risquées et assimilées	0	0
Total des provisions inscrites au passif	0	0
Total des dépréciations et provisions pour créances douteuses	3 325	1 904

Les dépréciations des créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.
Les provisions maintenues au passif du bilan sont constituées des provisions pour engagements par signature et des provisions pour procès et autres préjudices, ainsi que des provisions pour risques.

Note 8. – Opérations sur titres de transaction, de placement et assimilés, et d'investissement.

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	2018			2017
	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette comptable	Valeur nette comptable
Titres de transaction				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
Actions propres détenues par le groupe				
Total des titres de transaction				
<i>Dont créances rattachées</i>				
<i>Dont actions et obligations non cotées</i>				
Titres de placement et assimilés				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	46 270	252	46 018	45 972
Actions, autres titres à revenu variable et titres de l'activité de portefeuille	179 308	996	178 313	171 879
Actions propres				
Total des titres de placement et assimilés	225 579	1 248	224 331	217 851
<i>Dont créances rattachées</i>	<i>774</i>		<i>774</i>	<i>631</i>
<i>Dont actions et obligations non cotées</i>				
Titres d'investissement				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Total des titres d'investissement				
<i>Dont créances rattachées</i>				
<i>Dont obligations non cotées</i>				
Total des titres de transaction, de placement et assimilés et d'investissement	225 579	1 248	224 331	217 851
<i>Dont créances rattachées</i>	<i>774</i>		<i>774</i>	<i>631</i>
<i>Dont effets publics et valeurs assimilées</i>				
Obligations et autres titres à revenu fixe	46 270	252	46 018	45 972
<i>Dont obligations non cotées</i>				
Actions et autres titres à revenu variable	179 308	996	178 313	171 879
<i>Dont actions non cotées</i>				

— Le montant des différences entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement (écart résiduel) s'élève :
— Pour les titres de placement : 3,1 milliers d'Euros au 31/12/2018 (contre + 5,5 milliers d'Euros au 31/12/2017)

La juste valeur ("fair value") au 31/12/18 s'élève à 3 451 milliers d'Euros pour les obligations, 178 313 milliers d'Euros pour les titres d'OPCVM et 42 567 milliers d'Euros pour les titres de créances négociables (contre 3 466 milliers d'Euros pour les obligations, 181 383 milliers d'Euros pour les titres d'OPCVM et 42 567 milliers d'Euros pour les titres de créances négociables au 31/12/17), sachant que la valeur comptable de notre portefeuille de titres de placement a augmenté de 8 178 milliers d'Euros entre le 31/12/17 et le 31/12/18 et que la valeur comptable des obligations et autres titres à revenu fixe émis par des organismes publics s'élève à 0 milliers d'Euros au 31/12/18

Note 8 bis. – Ventilation des obligations par durée résiduelle.

(En milliers d'Euros) au 31 décembre	2018	2017
Moins de 3 mois		
De 3 mois à 1 an	1 813	64
De 1 an à 5 ans	877	2 508
Plus de 5 ans	873	833
Total	3 563	3 404

Note 8 ter. – Titres de participation, autres titres détenus à long terme.

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	Valeur brute 2018	Dépréciations 2018	Valeur nette 2018	Valeur brute 2017
Autres titres détenus à long terme	2 773	5	2 768	173
Total des autres titres détenus à long terme	2 773	5	2 768	173

Note 9. – Immobilisations incorporelles et corporelles.

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	2018			2017
	Montant brut	Amortissements et dépréciations	Montant net	Montant net
Immobilisations incorporelles :				
Immobilisations en cours	1 449		1 449	1 213
Droit au bail	375		375	375
Fonds de commerce	126		126	126
Logiciels informatiques	765	643	122	119
Total des immobilisations incorporelles	2 715	643	2 072	1 833
Immobilisations corporelles :				
Immobilisations en cours	21		21	114
Terrains et constructions	5 042	2 267	2 775	2 947
Immeubles en location simple				
Equipements, mobiliers, installations	4 364	2 703	1 662	987
Autres immobilisations	8 221	6 778	1 443	1 716
Total des immobilisations corporelles	17 648	11 748	5 900	5 764
Total des immobilisations corporelles et incorporelles	20 364	12 392	7 972	7 597

— Aucune provision pour dépréciation d'actifs n'a été constituée à la clôture de l'exercice :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	Acquisitions	Sorties	31/12/2018
Immobilisations incorporelles :				
Immobilisations en cours	1 213	261	25	1 449
Droit au bail	375			375
Fonds de commerce	126			126
Logiciels informatiques	691	117	42	766
Total des immobilisations incorporelles	2 404	379	68	2 715
Immobilisations corporelles :				
Immobilisations en cours	114	307	400	21
Terrains et constructions	5 048		6	5 042
Immeubles en location simple				
Equipements, mobiliers, installations	4 220	1 389	1 245	4 364
Autres immobilisations	8 239	41	59	8 221
Total des immobilisations corporelles	17 621	1 737	1 709	17 648
Valeur brute des immobilisations	20 025	2 115	1 777	20 364

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	Augmentation	Diminution	31/12/2018
Amortissements cumulés	12 428	1 067	1 104	12 392
Total Amortissements cumulés	12 428	1 067	1 104	12 392

Note 10. – comptes de régularisation et autres actifs.

(En milliers d'Euros) au 31 décembre	2018	2017
Comptes de régularisation - Actif		
Comptes d'encaissements	0	
Comptes d'ajustements débiteurs		
Produits à recevoir	648	662
Charges constatées d'avance	316	241
Total des comptes de régularisation - Actif	965	903
Autres actifs :		
Créances rattachées	20	20
Actif divers	8 235	7 113
Total des autres actifs	8 255	7 133
Total des comptes de régularisation et autres actifs	9 220	8 036

Note 11. – Comptes créditeurs interbancaires et titres émis sur les marchés interbancaires.

(En milliers d'Euros) au 31 décembre	2018	2017
Comptes créditeurs interbancaires et assimilés :		
Comptes ordinaires à vue		
Comptes et emprunts à terme	78	78
Opérations de pension		
Titres donnés en pension livrée		
Autres valeurs données en pension ou vendues ferme		
Total des opérations de pension		
Autres sommes dues	1 903	6 694
Total des comptes créditeurs interbancaires et assimilés	1 981	6 771
Dettes envers les établissements de crédit représentées par un titre		
Titres du marché interbancaire		
Total des opérations interbancaires et assimilées créditrices	1 981	6 771
<i>Dont dettes rattachées</i>		

Note 12. – Comptes créditeurs de la clientèle

(En milliers d'Euros) au 31 décembre	2018	2017
Comptes d'épargne à régime spécial :		
A vue	67 394	58 981
A terme	7 087	7 022
Total des comptes d'épargne à régime spécial	74 482	66 003
Autres dettes :		
A vue	343 402	333 234
A terme	34 531	36 180
Dettes rattachées à terme	21	24
Total des autres dettes	377 955	369 438
Total des comptes créditeurs de la clientèle	452 436	435 441
<i>Dont dettes rattachées</i>	<i>21</i>	<i>24</i>

Note 13. – Bons de caisse et créances négociables.

(En milliers d'Euros) au 31 décembre	2018	2017
Dettes envers la clientèle représentées par un titre :		
Titres de créances négociables		
Bons de caisse		
Total des dettes envers la clientèle représentées par un titre		
<i>Dont dettes rattachées</i>		

Note 14. – Comptes de régularisation et autres passifs.

(En milliers d'Euros) au 31 décembre	2018	2017
Comptes de régularisation – Passif :		
Charges à payer	768	818
Comptes d'ajustements créditeurs	183	116
Comptes d'encaissements		
Autres comptes de régularisation créditeurs	278	264
Total des comptes de régularisation - Passif	1 229	1 197
Autres passifs :		
Compte de règlement relatif aux opérations sur titres		
Autres créditeurs et passifs divers	2 700	2 620
Total des autres passifs	2 700	2 620
Total des comptes de régularisation et autres passifs	3 930	3 817

Note 15. – Encours de dépôts collectes au titre des comptes et plans d'épargne-logement.

(En milliers d'Euros) au 31 décembre	2018	2017
Plans d'épargne-logement (PEL) :		
Ancienneté de moins de 4 ans	1 131	1 264
Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans	1 654	1 671
Ancienneté de plus de 10 ans	4 282	4 066
Sous-total	7 066	7 001
Comptes épargne-logement (CEL)	2 636	2 764
Total	9 702	9 765

Note 16. – Encours de crédits à l'habitat octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement.

(En milliers d'Euros) au 31 décembre	2018	2017
Plans d'épargne-logement (PEL) :		
Ancienneté de moins de 4 ans		
Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans	33	48
Ancienneté de plus de 10 ans		
Sous-total	33	48
Comptes épargne-logement (CEL)	83	113
Total	116	161

Note 17. – Provisions sur engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement.

En milliers d'Euros	31/12/2017	Dotations	Reprises	31/12/2018
Plans d'épargne-logement (PEL)				
Ancienneté de moins de 4 ans				
Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans				
Ancienneté de plus de 10 ans				
Sous-total				
Comptes épargne-logement (CEL)				
Total				

Note 18. – Ecart d'acquisition.

(En milliers d'Euros) au 31 décembre	2017	Variations	2018
Ecarts d'acquisition positifs :			
Ecarts d'acquisition bruts	78		78
Amortissements pratiqués	78		78
Ecarts d'acquisition nets			
Ecarts d'acquisition négatifs :			
Ecarts d'acquisition bruts	400		400
Amortissements pratiqués	400		400
Ecarts d'acquisition nets			

Note 19. – Provisions pour risques et charges.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	Dotations	Reprises	31/12/2018
Risques de contrepartie				
Risques de change				
Litiges				
Engagements sociaux	987	22	30	979
Total	987	22	30	979

Note 20. – Fonds pour risques bancaires généraux.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	Dotations	Reprises	31/12/2018
Fonds pour risques bancaires généraux	1 000			1 000
Total	1 000			1 000

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques généraux inhérents aux activités des établissements de crédit, conformément aux conditions requises par le règlement CRBF n° 90-02

Note 21. – Tableau de variation des capitaux propres consolidés hors FRBG en milliers d'Euros (part du groupe).

Tableau de variation des capitaux propres consolidés hors FRBG en milliers d'Euros (part du groupe)	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Ecarts de conversion	Ecart de réévaluation	Titres de l'entreprise consolidante	Total des capitaux propres part du groupe hors FRBG
Situation au 31 décembre 2016	152		62 232	5 832				68 217
Résultat mis en réserves			5 832	-5 832				
Distribution de dividendes			-11 504					-11 504
Résultats individuels des sociétés du groupe				12 280				12 280
Augmentation de capital								
Ecarts d'acquisition								
Changement de méthode comptable								
Elimination des dividendes intra-groupe				-6 065				-6 065
Retraitements de consolidation								
Impôts différés				-950				-950
Provision pour IFC et médailles du travail				-68				-68
Amortissements dérogatoire				-17				-17
Provision pour crédits MT / LT								
Autres variations								
Situation au 31 décembre 2017	152		56 560	5 181				61 893
Résultat mis en réserves			5 181	-5 181				
Distribution de dividendes			-500					-500
Résultats individuels des sociétés du groupe				10 321				10 321
Augmentation de capital								
Ecarts d'acquisition								
Changement de méthode comptable								
Elimination des dividendes intra-groupe				-5 924				-5 924
Retraitements de consolidation								
Impôts différés				-1 305				-1 305
Provision pour IFC et médailles du travail				8				8
Amortissements dérogatoire				-5				-5
Provision pour crédits MT / LT								
Autres variations								
Situation au 31 décembre 2018	152		61 241	3 095				64 489

Note 22. – Engagements de hors bilan.

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	2018	2017
Engagements de financement donnés et reçus :		
Engagements de financement donnés		
Aux établissements de crédit		
A la clientèle		
Ouverture de crédits confirmés		
Ouverture de crédits documentaires	203	242
Autres ouvertures de crédits confirmés	70 901	68 442
Autres engagements en faveur de la clientèle	40	40
Total des engagements de financement donnés	71 145	68 724
<i>Dont engagements douteux</i>	66	14
Accords de refinancement "stand-by" reçus :		
Des établissements de crédit		
De la clientèle		
Total des engagements de financement reçus		
<i>Engagements de garantie donnés et reçus</i>		
Engagements de garantie donnés		
D'ordre des établissements de crédit		
Confirmation d'ouverture de crédits documentaires		
Ouverture de crédits confirmés		
Autres garanties		
D'ordre de la clientèle		
Cautions, avals et autres garanties		
Cautions immobilières		
Cautions administratives et fiscales	284	284
Autres garanties	15 215	11 464
Autres garanties d'ordre de la clientèle	29 789	31 714
Total des engagements de garantie donnés	45 288	43 462
<i>Dont engagements douteux</i>	304	
Engagements de garantie reçus		
Des établissements de crédit	5 814	6 146
De la clientèle		
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées		
Garanties reçues de la clientèle financière		
Autres garanties reçues		
Total des engagements de garantie reçus	5 814	6 146

Note 22 bis. – Engagements de hors bilan (suite).

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	2018	2017
Engagements sur titres donnés et reçus :		
Engagements donnés sur titres		
Titres à donner		
Total des engagements donnés sur titres		
Engagements reçus sur titres		
Titres à recevoir		
Total des engagements reçus sur titres		
Engagements sur opérations en devises et sur instruments financiers à terme :		
Engagements donnés sur opérations en devises et sur instruments financiers à terme		
Engagements sur opérations en devises		
Engagements sur instruments financiers à terme		
Total des engagements donnés		
Engagements reçus sur opérations en devises et sur instruments financiers à terme		
Engagements sur opérations en devises		
Engagements sur instruments financiers à terme		
Total des engagements reçus		
Autres engagements donnés et reçus :		
Autres engagements donnés		
Valeurs affectées en garantie d'opérations sur marchés à terme		
Autres valeurs affectées en garantie		
Autres engagements donnés		
Total des autres engagements donnés		
Dont engagements douteux		
Autres engagements reçus		
Valeurs reçues en garantie d'opérations sur marchés à terme		
Autres valeurs reçues en garantie		
Autres engagements reçus		
Total des autres engagements reçus		
	806	1 040
	806	1 040

Note 23. – Echéances des emplois et des ressources.

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre 2018	Durées restant à courir						Au 31/12/17
	Opérations à vue et au jour le jour	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Emplois :							
Opérations interbancaires et assimilées :	19 848				11 159	31 007	34 387
Caisse, banque centrale, CCP	7 510					7 510	6 589
Effets publics et valeur assimilées							
Créances sur les établissements de crédit	12 337				11 159	23 497	27 798
Opérations avec la clientèle :	20 057	33 783	42 149	89 033	65 496	250 519	242 832
Créances sur la clientèle	20 057	33 783	42 149	89 033	65 496	250 519	242 832
Opérations de crédit-bail et assimilées							
Obligations et autres titres à revenu fixe :		707	1 813	877	42 873	46 270	45 972
Titres de transaction							
Titres de placement		707	1 813	877	42 873	46 270	45 972
Titres d'investissement							
Ressources :							
Opérations interbancaires et assimilées :	1 903			78		1 981	6 771
Comptes créditeurs interbancaires et assimilés	1 903			78		1 981	6 771
Dettes envers les établissements de crédit représentées par un titre							
Opérations avec la clientèle :	410 817	32 731	7 669	1 038	182	452 436	435 441
Comptes créditeurs de la clientèle	410 817	32 731	7 669	1 038	182	452 436	435 441
Dettes envers la clientèle représentées par un titre							

Note 24. – Intérêts, produits et charges assimilés.

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		Produits / Charges nets	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Sur opérations avec les établissements de crédit	0	0	106	82	106	82
Sur opérations avec la clientèle	586	588	8 249	8 203	7 663	7 616
Sur opérations de crédit-bail	0	0	0	0	0	0
Relatives à des dettes représentées par un titre	0	0	1	2	1	2
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	6	15	1 962	1 922	1 956	1 907
Total des intérêts et produits / charges assimilées	592	603	10 318	10 209	9 726	9 606

Note 25. – Commissions.

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		Produits / Charges nets	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Sur opérations de trésorerie et interbancaires	24	24	0	0	-24	-24
Sur opérations avec la clientèle	0	0	1 908	1 685	1 908	1 685
Relatives aux opérations sur titres	159	157	0	0	-159	-157
Sur opérations de change	0	0	0	0	0	0
Relatives à des prestations de services bancaires et financiers	953	855	4 922	5 087	3 968	4 232
Sur opérations de hors-bilan	1	0	433	337	432	337
Total des commissions	1 138	1 037	7 263	7 109	6 126	6 072

Note 26. – Revenus des titres à revenu variable.

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	2018	2017
Actions et autres titres à revenu variable	2	1
Participations et autres titres détenus à LT		
Parts dans les entreprises liées		
Total des revenus des titres à revenu variable	2	1

Note 27. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés.

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	2018	2017
Résultat net sur cessions	3 374	7 844
Dotation (reprise) nette aux (de) provisions pour dépréciation	-1 248	0
Total des gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	2 126	7 844

Note 28. – gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation.

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	2018	2017
Titres de transaction	0	0
Change	4	-43
Instruments financiers	0	0
Total des gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	4	-43

Note 29. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire.

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		Produits / Charges nets	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Sur opérations de location simple			15	9	15	9
Autres	48	78	103	115	55	37
Total des autres produits et charges d'exploitation bancaire	48	78	117	124	70	46

Note 30. – Frais du personnel.

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	2018	2017
Salaires et traitements :	5 627	5 411
Charges sociales :		
Charges de retraite	417	373
Autres charges sociales	1 789	1 590
Total des charges sociales	2 206	1 963
Intéressement et participation des salariés :		
Intéressement des salariés		
Participation des salariés	0	120
Total de l'intéressement et de la participation des salariés :	0	120
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	614	607
Total des frais de personnel	8 447	8 100
Effectif moyen	130	126
<i>Dont cadres</i>	<i>42</i>	<i>39</i>

Engagements sociaux :

En application de leur convention collective respective, les sociétés du groupe BAKIA sont amenées à verser à leurs salariés partant à la retraite une indemnité de départ. Les droits potentiellement acquis à ce titre par les salariés ont fait l'objet d'une évaluation au 31/12/2018. La méthode actuarielle retenue : Rétrospective prorata temporis tient compte de l'âge, de l'ancienneté, de la progression de salaire, et de la probabilité de présence dans la société au moment du départ à la retraite ; sur la base du salaire annuel et un taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds de 1,1%. Dans le cadre de la recommandation 2003-R-01 du CNC, le Groupe a provisionné ces engagements sociaux. Au 31/12/2018, ces derniers s'élèvent à 456 807 €, contre 487 084 € au 31/12/2017. La variation 2018, soit -30 277 €, figure en charge générale d'exploitation.

Concernant la médaille du travail, l'engagement au 31/12/2018, qui s'élève à 521 908 €, a également fait l'objet d'un provisionnement au passif du bilan, contre 500 025 € au 31/12/2017.

La variation 2018, soit +21 883 €, figure en charge générale d'exploitation.

— A compter du 01 janvier 2013, en application de la 3ème loi de finances rectificative pour 2012, a été mis en place le dispositif du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) dont le taux applicable en 2017 de 6 % a été calculé sur la base :

– des rémunérations inférieures ou égales à 2,5 SMIC

– à défaut d'imputation sur les impôts dus, le crédit sera remboursable au terme d'un délai de 3 ans.

Suivant les recommandations de l'ANC, la BAMI, filiale du groupe BAKIA, a décidé de comptabiliser le CICE au crédit d'un compte de charges de personnel selon l'IAS 20 venant en déduction des charges du personnel. Au 31/12/2018, le montant du CICE s'élève à 171 236 €, contre 194 297 € au 31/12/2017.

« Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) a été principalement affecté à la réalisation d'efforts en matière d'investissement, de recrutement et de prospection de nouveaux marchés. »

Note 31. – Gains nets sur actifs immobilisés.

(En milliers d'Euros) au 31 décembre	2018	2017
Immobilisations d'exploitation :		
Plus-values de cessions	500	31
Moins-values de cessions	-248	-28
Gains nets sur immobilisations d'exploitation	252	3
Total des gains nets sur actifs immobilisés	252	3

Note 32. – Cout du risque.

(En milliers d'Euros) au 31 décembre	2018			2017
	Opérations avec la clientèle	Autres opérations	Total	Total
Dotations aux provisions de l'exercice				
Risques de contrepartie	-403	0	-403	-204
Risques de change	0	0	0	0
Litiges	0	0	0	0
Engagements sociaux	0	0	0	0
Total des dotations aux provisions de l'exercice	-403	0	-403	-204
Reprises de provisions de l'exercice				
Risques de contrepartie	230	0	230	948
Risques de change	0	0	0	0
Litiges	0	0	0	0
Engagements sociaux	0	0	0	0
Total des reprises de provisions de l'exercice	230	0	230	948
Dotation nette aux provisions de l'exercice	-173	0	-173	744
Créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	0	0	0	-0
Créances irrécouvrables couvertes par des provisions	-16	0	-16	-24
Récupérations sur créances amorties	2	0	2	2
Total du coût du risque	-186	0	-186	722
<i>Dont :</i>				
<i>Charge nette des provisions constituées au titre des risques spécifiques</i>	<i>-186</i>	<i>0</i>	<i>-186</i>	<i>722</i>
<i>Reprise nette des provisions constituées au titre des risques pays</i>				

Note 33. – Provisions réglementées.

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	2018	2017
Dotations aux provisions de l'exercice		
Crédits moyens/longs terme		
Amortissements dérogatoires		
Total des dotations aux provisions de l'exercice		
Reprises de provisions de l'exercice		
Crédits moyens/longs terme		
Amortissements dérogatoires		
Total des reprises de provisions de l'exercice		
Reprises nettes de dotations / Dotations nettes de reprise de l'exercice		

Note 34. – Résultat exceptionnel.

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	2018	2017
Charges exceptionnelles (Actifs)	0	-2 519
Autres Charges exceptionnelles	0	-21
Produits exceptionnels	0	2
Total du résultat exceptionnel	0	-2 539

Note 35. – Impôt sur les bénéfices

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	2018	2017
Impôts courants	-57	-2 356
Impôts différés	-1 305	-965
Charge nette de l'impôt sur les bénéfices	-1 362	-3 321

L'impôt courant représente l'impôt exigible au titre du résultat de l'exercice. L'impôt différé représente la différence entre l'ouverture et la clôture de l'exercice des stocks de différences temporaires et des retraitements liés aux opérations de consolidation

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	2018	2017
La position d'impôt différé s'analyse ainsi :		
Impôts différés actif		
Différences temporaires	2 660	3 838
Total impôts différés actif	2 660	3 838
Impôts différés passif		
Différences temporaires	-105	-107
Total impôts différés passif	-105	-107
Total	2 555	3 731

(En milliers d'Euros) Au 31 décembre	2018	2017
Résultat comptable consolidé avant impôt	11 683	8 585
Charge d'impôt théorique aux taux en vigueur	-3 998	-2 931
Impact des différences de taux d'imposition	19	19
Impact des charges / produits définitivement non déductibles / imposables	2 618	-409
Charge d'impôt sur les bénéfices effective	-1 361	-3 321

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.

A l'assemblée générale de la société BAKIA,

Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société BAKIA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit** : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés" du présent rapport.

— **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

— **Observation** : Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « I. Faits caractéristiques de l'exercice » de l'annexe, qui fait état de la procédure en cours visant à recouvrer les sommes engagées dans le cadre du déploiement d'un nouveau progiciel bancaire.

Justification des appréciations. — En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

— **Créances sur la clientèle** : Le paragraphe V.3 "Créances sur la clientèle" de l'annexe décrit comment votre société comptabilise des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques sur les créances envers la clientèle.

Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions et au suivi des risques de crédit et de contrepartie, et nous avons vérifié le caractère approprié des méthodologies de dépréciation.

— **Portefeuilles titres** : Le paragraphe V.1 "Portefeuille titres" de l'annexe décrit les modes de comptabilisation, de classement et d'évaluation des titres de transaction, de placement, d'investissement et de participations.

Nous avons apprécié, au regard des dispositions légales et réglementaires, la pertinence du mode de comptabilisation ainsi décrit et nous nous sommes assurés de sa correcte application.

Vérification du rapport sur la gestion du groupe. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe du Gérant. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés. — Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Gérant.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés. — Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou

résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

— Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

– il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

– il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

– il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

– il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

– il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

– concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Paris, le 13 mai 2019.

Les commissaires aux comptes :

RSM Paris

Saint-Honoré BK&A

Société de Commissariat aux Comptes Membre de la Compagnie
Régionale de Paris

Société de Commissariat aux Comptes Membre de la Compagnie
Régionale de Paris

Martine LECONTE

Frédéric BURBAND

Associée

Associé